

Les faux-semblants d'un démarrage économique: agriculture et démographie en France au XVIIIe siècle [Michel Morineau]

Autor(en): **Veyrassat, Béatrice**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **21 (1971)**

Heft 4

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

temps du christianisme aux révolutions de 1848, en passant par la guerre des Paysans. C'est dire le très grand intérêt de cette édition.

Genève

Sven Stelling-Michaud

MICHEL MORINEAU, *Les faux-semblants d'un démarrage économique: agriculture et démographie en France au XVIII^e siècle*. Paris, Armand Colin, 1971. In-8°, 387 p. (Cahier des Annales, 30).

Subsistances et population, «révolution agricole», «révolution démographique»: cet ouvrage renouvelle le débat. Plus encore, il nous entraîne dans une odyssée méthodologique peu banale.

Michel Morineau ne pose pas d'emblée le problème si délicat des équilibres démo-économiques d'une civilisation rurale. Ce serait initiative simpliste et spéieuse. Honnête – l'auteur nous livre somme toute un essai et non une synthèse –, il se saisit d'un thème fourni par la tradition: la *révolution agricole*, le rôle moteur des révolutions agricoles que postule l'historiographie récente des croissances et démarrages économiques. Problématique de toute évidence trop étroite... mais l'on s'y était si bien habitué! Il fallait partir de là: des progrès attribués à l'agriculture du XVIII^e siècle, de la rénovation de ses techniques, de l'engouement des agronomes d'antan, comme, répétons-le, de la conviction actuelle d'économistes intégrant la révolution agricole dans leur schéma d'un décollage économique. En bref, partir de faits, connus jusqu'ici dans leurs aspects qualitatifs surtout, les examiner sous la loupe d'une précision accrue, c'est-à-dire les réduire à une expression mathématique simple et nette: le rapport des semences à la récolte frumentaire, les performances de l'hectare emblavé.

Voilà comment s'ouvre le combat. Il tranche opportunément la discussion entre les historiens qui, de longue date, tergiversent sur l'existence et les modalités d'une «révolution» agricole et les chauds partisans d'un *take-off* dont le monde rural aurait été la scène privilégiée. Deux ou trois générations de chercheurs ont perpétué le conflit, imposé une seule et même problématique à leurs émules ou détracteurs.

Epousant au départ cette tradition, usant de sa propre dialectique, Michel Morineau entend dissiper le brouillard des ambiguïtés, objectiver les arguments, dénoncer les aberrations: seule une étude à long terme de l'évolution des rendements céréaliers doit emporter la conviction. C'est l'ambition du premier volet de l'ouvrage. Mais au terme de cette étape, l'auteur éprouve aussitôt les rigidités d'un critère sans doute vicieux. Et l'introduction du chiffre dans le débat ne résout évidemment pas tout. Peut-on, honnêtement, juger de mutations agricoles au gré des fluctuations de la productivité? Le malaise engendre des hypothèses neuves; les imprévus d'une recherche attentive dévoilent les impasses, refondent les conceptions. Et l'interrogation, les résultats gagnent en réalisme. Si la soi-disant révolution agricole constitue la genèse de l'étude, la «révolution» démographique se devait d'en être

l'un des prolongements. Car la même tradition historiographique n'a-t-elle pas marié les deux phénomènes? Poussées de la population, modernité biologique inconcevables sans révolution agricole, révolution agricole infléchissant les structures démographiques «anciennes». Encore une question à revoir. Une fois analysés, démythifiés, sanifiés le contenu et la portée de tant de «révolutions», l'auteur pouvait esquisser enfin le problème des rapports entre la population et les subsistances.

Si les fréquentes bifurcations méthodologiques en assouplissent la démarche, le caractère mouvant de l'étude (l'auteur s'en excuse) et la densité d'une réflexion toujours vigilante exigent de la part du lecteur un effort intense. Du fond, c'est tout à la fois l'attrait et la difficulté.

Quant à la forme de l'ouvrage, elle impose une même antinomie. Un premier volet s'ouvre sur la rentabilité du blé, analyse «régionalisante», couvrant l'ensemble de la France du XVIII^e siècle, et dont on connaissait déjà l'issue spectaculaire depuis 1968 – largement divulguée alors par Michel Morineau dans un article de la *Revue historique*: «Y a-t-il eu une révolution agricole en France au XVIII^e siècle?». Sans doute l'auteur élargit-il maintenant le cadre de cette même étude en l'étayant d'investigations régionales plus nombreuses et en dessinant une comparaison conclusive sur les cas de la France et de l'Angleterre. Soit. L'on attend alors l'importante mise au point qu'annoncent titre et sous-titre: *agriculture et démographie: les faux-semblants d'un démarrage économique*.

Mais s'ensuit une succession d'annexes, volumineux déploiement de sources, occupant les deux tiers de la publication. Le lecteur s'y engage d'ailleurs volontiers: de qualité indéniable et souvent intégralement reproduites, les sources permettent une appréciation objective du choix des méthodes, dissipent les scepticismes que fait fleurir toute manipulation statistique. Les critiques les plus gourmands et minutieux seront satisfaits. Car un rendement céréalière n'est pas une donnée simple, généreusement servie par les dossiers d'archives. Sous des couches de poussière, l'information apparaît, trouvailles fortuites souvent, éclatantes (comme par exemple ces dîmes d'Onnaing et de Quarouble, dans la portion française du Hainaut, dont le prélèvement s'accompagnait d'un arpentage, ce qui permet un calcul exact du rendement réel), ou documents d'une fragilité désarmante. L'étude que nous propose Michel Morineau se veut d'abord une réflexion critique sur les sources de l'histoire des rentabilités du blé. Les difficultés sont légion. On le devine. Le calcul d'un rendement exige au moins trois données: l'importance d'une récolte, la quantité de grains semés, la superficie ensemencée. Il faut vérifier ensuite la conformité d'un témoignage avec la réalité, doubler cette exigence d'authenticité de certitudes sur la valeur d'un chiffre par rapport à la tonalité bonne ou mauvaise d'une année, par rapport à la qualité du fonds emblavé (un rendement ne peut-il varier, la même année, du simple au double dans un rayon géographique limité?), s'assurer enfin de la représentativité d'une exploitation paysanne par rap-

port à une région. Cette histoire aux prises avec les sources est une démonstration convaincante de la rigueur méthodologique de l'auteur – si besoin était d'en persuader encore ses lecteurs. Ainsi, pour autoriser le jugement sur pièces, les annexes sont là, nombreuses, chargées, utiles.

Mais pourquoi, bonne dernière d'entre elles, une cinquième annexe donne-t-elle enfin une clé aux interrogations nées de la stimulante lecture initiale? Pourquoi esquisser *en appendice* des éléments de réponse aux problèmes que soulèvent «révolutions» et évolution démographiques, accumulation des bouches à nourrir, une fois démontrée l'inanité d'une révolution agricole dans la France du XVIII^e siècle? Comment ne pas être choqué en débouchant si tardivement, au sortir d'un dédale d'annexes, sur le centre d'intérêt primordial de ce livre? Modestie de l'auteur? Elle ne se justifie pas. Michel Morineau a devancé cette objection; faisant son auto-critique en une dizaine de pages insérées entre le corps de l'ouvrage et ses annexes, il coupe l'herbe sous les pieds des censeurs. L'absence de matériaux susceptibles de jauger une révolution démographique l'a entraîné dans une enquête aux sources, bien à sa place dans un feuillet annexe. Mais les perspectives jaillissant de cette recherche, l'éclairage neuf d'un problème dont la complexité grossit d'hypothèse en hypothèse font de cette annexe un développement capital, «une étude aussi copieuse que celle qu'elle devait étayer». L'auteur recule devant une refonte d'ensemble du texte, dont il ressent bien certains déséquilibres: la perte, au stade de l'impression, du manuscrit original a peut-être valeur d'excuse. En définitive, c'est au lecteur de renouer le fil entre la démonstration première d'une révolution agricole rayée de la réalité du XVIII^e siècle et les conséquences de cette constatation: un *take-off* de l'économie occidentale dissocié désormais de ses prémisses agraires, des progrès démographiques disjoints d'une augmentation de la productivité céréalière et le processus de paupérisation d'une population en croissance, dont l'agriculture n'évolue que lentement.

Avant de quitter les annexes, articulation importante autant par l'aliment qu'elle fournit aux arguments que par ses tableaux, cartes et graphiques (exécution toujours impeccable du Laboratoire de cartographie de l'E.P.H.E.), ajoutons encore ceci: l'annexe III – les comptes d'une métairie –, beaucoup plus ample que la simple publication de chiffres de rendements, eût mérité un sort meilleur, le sort d'une publication détachée. Conscient de l'intérêt exceptionnel de ce document sur le fonctionnement quotidien d'une exploitation paysanne, l'auteur n'a pu se retenir de l'inclure dans son analyse – et ce n'est pas le moindre attrait du livre. N'est-il pas dommage cependant qu'une telle étude, dont il souligne la rareté par ailleurs, soit ainsi noyée et d'accès aléatoire? Car quel spécialiste de l'économie des entreprises agricoles et des interactions entre milieux ruraux et milieux urbains songera, dans ses quêtes bibliographiques, à retenir une publication sur «les faux-semblants d'un démarrage économique», s'il n'a pas eu l'occasion de feuilleter un jour le livre de Michel Morineau?

Présentation et représentations faites, il est temps de donner plus grande consistance à ce que nous avons pu suggérer déjà des résultats de l'enquête principale, sans nous y attarder, puisqu'ils nous sont déjà partiellement connus. Y a-t-il eu une révolution agricole en France au XVIII^e siècle? Partant de cette hypothèse, Michel Morineau tente d'en rechercher une preuve dans une amélioration notable de la productivité céréalière. L'originalité de la méthode consiste dans sa tactique régressive et dans la place qu'elle accorde aux analyses régionales – évitant ainsi les traquenards d'une moyenne nationale dans un pays aux aptitudes agricoles si diverses. Faute d'informations précises et *continues* dans un temps préstatistique, l'auteur fait démarrer son étude «après la révolution agricole», soit avec la *Statistique de la France* en 1840, document inégalable pour l'observation des prestations de l'agriculture nationale. A partir de cet acquis, dûment validé, une enquête rétrospective permettra de saisir la situation «avant la révolution agricole», confrontant la source du XIX^e siècle aux renseignements divers que proposent les anciens comptes d'exploitations, les recettes de métayage, les baux à ferme, les dîmes et quelques estimations, de qualité variable.

Peu brillante, la physionomie de l'agriculture que révèlent les chiffres de 1840! A l'échelon national, les rendements à la semence s'établissent à 6,1 pour 1 (froment) et 5 pour 1 (seigle), respectivement 12,69 et 10,03 hectolitres à l'hectare. Chiffres bas, étonnamment semblables à ceux qu'ont avancés tant d'auteurs, en d'autres temps, de Young à Olivier de Serres. Dans l'ensemble, le coup d'œil est décevant: «on a le sentiment que l'agriculture française, en 1840, demeurerait sur la majorité du territoire stagnante, retardataire, sinon primitive. A tel point que l'on peut se demander, en présence de résultats aussi désespérants, s'il est bien nécessaire de faire intervenir une «révolution agricole» pour les expliquer...» (p. 30).

Mais la variabilité géographique des résultats, apparaissant dans une panoplie de cartes à divisions départementales, oblige à nuancer cette constatation. On y découvre sans étonnement les inégalités de la productivité entre le nord et le sud de la France. Les hautes rentabilités du Nord, relativement au Midi, quoique incontestablement liées à la richesse du sol et aux faveurs climatiques, engagent l'auteur à observer de plus près le déroulement d'une révolution agricole hypothétique dans la moitié septentrionale du pays. Région après région, le bilan négatif s'établit et se fortifie: les chiffres de 1840 sont sensiblement égaux aux normes du XVIII^e siècle; et dans l'ensemble du nord-ouest et du nord-est, s'affirme la constance des rendements depuis le XVIII^e, voire depuis le moyen âge. Des documents sans appel le prouvent (voir les annexes de la publication) et quand l'information est défailante, l'auteur s'enhardit à extrapoler les résultats d'une région à sa voisine, quand des raisons de «convenance géographique» le lui autorisent.

Après avoir constaté l'absence d'une révolution agricole dans le nord de

la France, l'auteur se tourne vers le sud. Ici, les présomptions sont les mêmes. La méthode diffère, car le manque de documents tout prêts incite à faire la synthèse des travaux existants, il est vrai plus nombreux que pour le nord. Une étude de faits qualitatifs (l'introduction de cultures nouvelles aurait-elle profité à l'amélioration des rendements?), doublée d'une tentative de quantification, plébiscite les résultats tirés de l'examen du nord. Du Midi, Michel Morineau élimine aussi une révolution agricole, non sans écorcher au passage certains arguments d'E. Le Roy Ladurie tendant à prouver, dans sa récente thèse, un démarrage agricole du Languedoc après 1750. C'est au contraire une crise réelle qui frappe l'agriculture française, voire européenne, dès 1764. Point de révolution agricole au XVIII^e siècle, ni dans le secteur céréalière, ni dans celui du cheptel d'ailleurs, mais une «faiblesse fondamentale, structurale, constitutive d'une agriculture, qui, malgré tout le potentiel d'ingéniosité, de courage et de ténacité mis en œuvre par tous, du journalier au laboureur, dépendait toujours, cruellement, de la montée des cyclones sur la mer et de la puissance des anticyclones sur le continent» (p. 68).

Tout au plus, l'auteur a-t-il pu constater, deviner parfois, des hausses de rendements qui ne sont que restaurations consécutives d'une crise longue de la rentabilité du blé, ramenant la productivité à des niveaux anciennement atteints déjà.

C'est alors que Michel Morineau hésite sur la valeur du critère choisi pour observer une révolution agricole: l'évolution des rendements. N'est-il pas captieux? Les progrès de l'agriculture ne sont-ils pas ailleurs que dans des rendements, toujours dépendants d'un fumier trop rare? L'acclimatation de cultures nouvelles – sarrasin, maïs, pomme de terre –, dont les rendements dépassent infiniment ceux du blé, sont autant de petites «révolutions» particulières, successives, réponses localisées la plupart du temps à des crises de subsistances. Progrès ambigus, en définitive, car liés à un recul du niveau de vie, à la détérioration qualitative de l'alimentation, peu généralisés enfin. Aussi ténus soient-ils, ils ont pu augmenter le potentiel nourricier de la nation. Mais le développement démographique?

Reportons-nous à l'annexe V, relative aux problèmes de la population. Une fois niée l'existence d'une révolution agricole, comment apprécier la «révolution démographique» (recul constant du niveau de vie)? Et d'abord, la population française a-t-elle bien augmenté au XVIII^e siècle? Dans quelle mesure? Et dans un sens révolutionnaire?

L'orthodoxie des démographes sera peut-être chatouillée de ce qu'un «ruralisant» se mêle de leur science (l'auteur se traite de gâche-métier!). Qu'importe! La pertinence de ses réflexions, même quand elles reposent sur des analyses rapides, frappera chacun.

Entre 1700 et 1800, un accroissement moyen annuel de 4⁰/₀₀, voire de 3⁰/₀₀, contrastant fortement avec le dynamisme d'autres Etats européens, n'est certes pas une performance. Voilà déjà relativisé le concept de «révolu-

tion» démographique nationale. Pour ses propres démonstrations quant à l'évolution séculaire de la population, l'auteur revient à la méthode déjà testée dans la première partie de l'ouvrage, la méthode «régionalisante». Il compare, généralité par généralité, les écarts entre les chiffres de 1700 et de 1787, dressant une carte fort neuve de l'évolution différenciée de la population française au XVIII^e siècle. Il faut en souligner l'originalité: ce sont les régions les moins peuplées au départ qui accusent le plus fort taux de croissance, et les zones de peuplement dense qui marquent le pas. Statistiques officielles, dénombremments successifs, dont on peut déduire le croît naturel annuel pour remonter dans le temps, en dégagent les profils: «somnolence démographique» ici, là croissances accélérées; mouvante géographie. C'est sur ces bases neuves seulement que peut s'engager la discussion sur le sens, sur les sens d'une révolution démographique et sur le fameux rapport entre la population et les subsistances.

Cet ouvrage, niant toute révolution, jaugeant chaque phénomène dans un éclairage neuf et plus réaliste, apparaît comme véritablement révolutionnaire. Le courage des remises en question, la disponibilité d'esprit et les séduisantes audaces de l'imagination, constamment balancées par l'honnêteté et la lucidité, sont les très belles qualités de Michel Morineau. Nous lui sommes reconnaissants d'avoir utilisé, dans cette mise au point, le burin du graveur plutôt que le pinceau de l'aquarelliste.

Berne

Béatrice Veyrassat

MAURICE AGULHON, *La République au village (Les populations du Var, de la Révolution à la Seconde République)*. Paris, Plon, 1970. In-8°, 543 p. («Civilisations et mentalités», collection dirigée par Philippe Ariès et Robert Mandrou).

Comment un département tel que le Var, royaliste en 1814–1815, est-il devenu républicain «rouge» en 1848? Pourquoi ses populations, conservatrices au début de la Restauration, ont-elles, quelque vingt-cinq ans plus tard, fourni l'essentiel de ses troupes à l'insurrection qui tenta vainement de défendre la République, au lendemain du coup d'Etat, en décembre 1851? Telles sont les questions auxquelles tente de répondre l'ouvrage de M. Agulhon. Il s'agit, en fait, d'une partie de la thèse soutenue par l'auteur en 1969, et intitulée alors: «Un mouvement populaire au temps de 1848. Histoire des populations du Var dans la première moitié du XIX^e siècle». La partie parallèle, consacrée à l'évolution de la population ouvrière dans le centre industriel que constituait le port de Toulon, et l'étude préalable, sur «La société et la vie sociale en Provence intérieure au lendemain de la Révolution», forment la matière de deux autres volumes, eux aussi parus. Autre préalable, au XVIII^e siècle: le livre de l'auteur intitulé: «Pénitents et francs-maçons de l'ancienne Provence». C'est dire que cette étude des campagnes varoises s'insère dans un vaste ensemble de recherches et